DECISION N° 107/PM/MF du 20 juin 1958 autorisant le remboursement d'une somme de 27.571.536 francs au profit de la caisse de compensation des prestations familiales du Togo.

Le Premier Ministre;

Vu le décret de la République française n° 56-847 du 24 août 1956, portant statut du Togo, modifié par les décrets n° 57-359 du 22 mars 1957 et 58-187 du 22 février 1958;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, modifiée par la loi n° 57-13 du 28 mars 1957, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 et des actes subséquents susvisés portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République du Togo et ceux réservés à la Chambre des Députés;

Vu l'article 16 de la loi de finances n° 57-30 du 3 juillet 1957;

Vu la lettre n° 170/MTAS. du 4 juin 1958 de M. le Ministre du Travail, des Affaires Sociales et de la Fonction Publique;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé le mandatement au profit de la caisse de compensation des prestations familiales du Togo, au compte B.A.O. 022.02, d'une somme de vingt sept millions cinq cent soixante et onze mille cinq cent trente six francs (27.571.536 Frs) représentant :

- 1° — le quart du solde créditeur à la date du 1^{er} juillet 1957 du compte hors budget 115-77 créé par la loi n° 56-7 du 28 décembre 1956 soit : 6.793.801 francs.
- 2° — le produit des centimes additionnels du 1^{er} juillet au 31 décembre 1957 soit : 10.587.033 frs.
- 3° — le remboursement par le budget général du Togo de la moitié des trois quarts du solde créditeur du compte hors-budget précité à la date du 1^{er} juillet 1957 soit : 10.190.702 frs.

ART. 2. — La dépense est imputable au compte hors-budget 115-77.

ART. 3. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 20 juin 1958.

S. E. OLYMPIO.

ARRETE N° 119/PM/MTP du 20 juin 1958 portant additif à l'annexe de l'arrêté n° 626/PTT. du 6 juillet 1956 portant dénomination et classement des établissements du service des Postes et Télécommunications de la République du Togo et fixant la nature de leurs attributions.

Le Premier Ministre,

Vu le décret de la République française n° 56-847 du 24 août 1956, portant statut du Togo, modifié par les décrets n° 57-359 du 22 mars 1957 et 58-187 du 22 février 1958;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, modifiée par la loi n° 57-13 du 28 mars 1957, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 et des actes subséquents susvisés portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République du Togo et ceux réservés à la Chambre des Députés;

Vu l'arrêté n° 626/PTT. du 6 juillet 1956, portant dénomination et classement des établissements du service des Postes et

Télécommunications du Territoire et fixant la nature de leurs attributions;

Sur le rapport du Ministre des Travaux Publics, des Transports, des Mines et des Postes et Télécommunications;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A l'annexe jointe à l'arrêté n° 626/PTT. du 6 juillet 1956, ajouter après Lomé : (cf. J.O.T. n° 886 du 1^{er} août 1956 page 681).

Premièrement

- Colonne 1 — Lomé centre de Chèques Postaux.
 — 2 — Lomé.
 — 3 — C. 3 (centre de 3^e classe).
 — 8 — CHP.

Deuxièmement

- Colonne 1 — Lomé centre des Télécommunications.
 — 2 — Lomé.
 — 3 — C. 3 (centre de 3^e classe).

ART. 2. — Le reste de l'annexe sans changement.

Lomé, le 20 juin 1958

S. E. OLYMPIO.

ARRETE N° 121/PM-MF/MTAS-FP. du 23 juin 1958 fixant le taux des différentes prestations familiales servies par la caisse de compensation des prestations familiales.

Le Premier Ministre,

Vu le décret de la République française n° 56-847 du 24 août 1956, portant statut du Togo, modifié par les décrets n° 57-359 du 22 mars 1957 et 58-187 du 22 février 1958;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, modifiée par la loi n° 57-13 du 28 mars 1957, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 et des actes subséquents susvisés portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République du Togo et ceux réservés à la Chambre des Députés;

Vu la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952, dite Code du Travail, spécialement en son article 237;

Vu l'arrêté n° 242-56 du 19 mars 1956 instituant un régime des prestations familiales au profit des travailleurs salariés;

Vu l'arrêté n° 385-56 du 30 avril 1956 portant organisation et fonctionnement de la caisse des prestations familiales;

Vu l'avis exprimé par la Commission Consultative du Travail en sa séance du 11 juin 1958;

Sur la proposition du Ministre du Travail, des Lois Sociales et de la Fonction Publique;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le taux des allocations familiales est fixé à 400 francs par mois et par enfant.

ART. 2. — Le taux de l'allocation de maternité est fixé à 4.800 francs payables :

2.400 francs à la naissance;

1.200 francs lorsque l'enfant a atteint l'âge de six mois;

1.200 francs lorsque l'enfant a atteint l'âge de 12 mois.